F Coll FRC 1227

AVIS
A LA NOBLESSE.

Que peut la Nobleſſe, quand elle a perdu ſon crédit ſur le Peuple, ou qu'elle l'a laiſſé opprimer ?

OBSERVATIONS de l'Abbé de Mably.
LIV. VI. PAG. 195.

LISEZ donc, Meſſieurs, reliſez l'*Abbé de Mably*, conſultez tous nos Hiſtoriens ; & que les Annales du Monde vous éclairent ſur vos vrais intérêts. Que voulez-vous, qu'allez-vous faire, & qu'allons-nous devenir ? — Quoi ! c'eſt au moment où la Vérité, la

Lumière ont pénétré dans toutes les Conditions, où les dernières Classes du Peuple voyent & entendent, où la Monarchie est dans une crise effrayante, c'est l'instant que vous choisissez pour montrer des intérêts, des prétentions, & des droits séparés de ceux de la Nation!

Et qu'elle idée avez-vous donc de vos droits, si vous ne les regardez comme une expression de la volonté de tous? — Quel sera l'appui de vos intérêts, de vos prétentions, si vous apprenez au Peuple qu'il doit vous considérer comme ses ennemis?

Sans doute il est des intérêts & des droits abusifs, dont vous devez le sacrifice à ce Peuple opprimé, qui ne veut plus l'être, & qui s'unira, avec confiance, à son Souverain, comme à vous, pour obtenir la Liberté, la Paix, & des Loix protectrices; mais qu'avez-vous à craindre,

& que pourriez-vous obtenir de plus heureux, de plus durable, que les avantages réſultants de l'harmonie de tous les Ordres d'une grande Nation, travaillant à ſa propre Conſtitution.

On vous dit qu'elle exiſte cette Conſtitution, qu'elle eſt antique, ſaine & immuable, qu'elle réſide dans le concours & la puiſſance des trois Ordres.

On vous trompe indignement; & mon effroi, mon étonnement ſont extrêmes, qu'on puiſſe vous abuſer par des artifices auſſi groſſiers.

Qu'a donc produit cette Conſtitution antique, dont vous méconnoiſſez les principes, & dont vous idolâtrez les abus? dans quel ſiécle & à quelle époque la Nation a-t-elle été libre, depuis le régne de Charlemagne? Si vous retranchez de notre Hiſtoire le régne de Louis XII, &

celui de Henri IV, que trouvez-vous? Des maux & des malheurs; le deſpotiſme de tous les Rois & de tous les Miniſtres; une Nation généreuſe, errant, de ſiécle en ſiécle, ſans bouſſole & ſans guide, autour du fantôme de la Liberté; des Courtiſans avides, qui ſe tranſmettent comme un héritage leur baſſeſſe & leurs déprédations; un Peuple néceſſiteux, malgré les richeſſes de ſon ſol, & les efforts de ſon induſtrie; une Nobleſſe ignorante & courageuſe, mettant de frivoles diſtinctions à la place des droits les plus ſacrés; un Clergé paſſionné pour ſes propres Immunités; & des Magiſtrats qui ne connoiſſent la Nation & l'empire que dans l'enceinte & ſous la protection de leurs Tribunaux.

Or voilà, Meſſieurs, ce que vous appellez la *Conſtitution.* — Telles ſont les puiſſantes barrières qui nous ont

préſervé juſqu'à préſent des Impôts arbitraires, des atteintes portées à nos Propriétés, à nos Libertés, qui ont contenu cette foule de Miniſtres oppreſſeurs ou déprédateurs, dont nous ne ſerons jamais vengés. C'eſt enfin ce qu'on appelle les *principes & les bâſes de la ſplendeur & de la proſpérité de la Monarchie.*

La SPLENDEUR & la PROSPÉRITÉ! — C'eſt au moment où nous voyons près de deux-cents mille Pauvres dans la Capitale; où les Ouvriers, les Journaliers de pluſieurs Provinces manquent de pain; où la détreſſe du Tréſor Royal ſe fait ſi dangereuſement ſentir; où nos Alliés, nos Ennemis . . . . . !

La SPLENDEUR & la PROSPÉRITÉ! — C'eſt, ſans doute, de vous dont vous parlez, Grands du Royaume! Mais la Nation inquiéte, agitée, malheureuſe, n'a pas encore de

telles prétentions. Elle y arrivera ſans vous ou avec vous; car vous avez encore le choix; & elle ne vous demande en attendant que la Paix & la Juſtice; elle vous conjure, pour vos propres intérêts, & pour ceux de la Nobleſſe, qui ne ſont pas, à beaucoup près, les vôtres, mais bien ceux du Peuple François; elle vous conjure de relire ce beau *Chapitre de l'Abbé de Mably*, dans lequel il démontre comment en Angleterre l'union des Barons aux Communes fonda & put ſeule conſolider la Liberté publique.

Que craignez-vous en effet, Meſſieurs, des droits & des prétentions du Peuple? Il a beſoin de vous comme vous avez beſoin de lui; mais avec la différence qu'il n'aura beſoin de perſonne, lorſqu'il ſera parvenu à la maturité de ſes forces, & au développement total de ſes lumières;

au lieu qu'il n'y aura plus ni force, ni lumière pour vous, ſi vous voulez en abuſer.

On calomnie le Peuple & ceux qui ont ou qui auront influence ſur ſes déterminations, en vous faiſant craindre la ſubverſion, la confuſion des différens états de la Société. Ah ! ſi vous n'avez pas la ſageſſe & la magnanimité des Barons Anglois, dans l'abandon des droits Féodaux, ne craignez pas que les Repréſentans de la Nation vous y forcent, en quelque nombre qu'ils puiſſent être, & qu'ils commencent l'exercice de leurs droits par la violence; croyez que le premier vœu, le grand principe inviolable pour tous, ſera la conſervation de chaque propriété.

Ne craignez pas que ce Peuple, qui n'a d'intérêt éminent que dans une répartition égale de l'Impôt, & l'aſsûrance de la liberté individuelle,

vous disputé aucune des prérogatives qui ne contrarieront pas celle-là. Sans doute il sera nécessaire de rallier, dans de plus justes proportions, vos prétentions aux droits inaltérables du Peuple, & d'avoir des égards pour les hommes dont vous voulez être honorés; mais quelle part aurez-vous jamais à la Législation de l'Empire, si vous empêchez le Peuple d'obtenir celle qui lui appartient? Est-ce sur la concession du Roi, ou sur la foiblesse de la Nation, ou sur vos propres forces que vous fondez votre espérance de parvenir à l'aristocratie? Des Préjugés déplorables vous égarent; la Servitude vous attend, si vous ne consacrez au grand œuvre de la Liberté un cœur & des mains pures. Ah, Messieurs, songez moins au sacrifice raisonnable qu'il ne dépend plus de vous de ne pas faire, qu'aux avantages inestimables

que vous pouvez vous aſsûrer. Les hommes de votre Ordre, dont vous ſuivez l'impulſion, n'ont aucun intérêt à réprimer les abus du pouvoir auquel ils participent : ils ne connoiſſent d'autre Liberté que la leur, & n'apprécient le Bonheur Public que par leurs jouiſſances ; mais vous Nobles des Villes & des Campagnes, qui ne pouvez jamais diviſer en cinq-cents mille parts, & prendre chacun la vôtre du crédit des Courtiſans & des tributs de la Nation, comment ne ſentez-vous pas que la Cauſe du Peuple eſt eſſentiellement la vôtre ; & qu'il n'y a que ceux qui ſont à une grande diſtance de la faveur & du pouvoir qui puiſſent vous aider à en empêcher les écarts ? Cependant, s'il vous faut abſolument des Grands Seigneurs pour guides de vos opinions, choiſiſſez parmi ceux qui ont ſi généreuſement défendu la Cauſe

Nationale, & vous trouverez ſur cette liſte honorable les noms les plus illuſtres. Demandez donc à ces vertueux Citoyens, s'ils craignent de voir leur dignité avilie ou méconnue par le Peuple, pour prix de la juſtice qu'ils lui ont rendue : c'eſt votre réſiſtance inconſidérée, ce ſont vos prétentions irritantes qui peuvent tout perdre, & mettre au moins en péril vos droits légitimes. Vous ne voulez point l'égalité de ſuffrages & d'influence ; vous, cinquantiéme partie de la Nation, vous ne voulez point de partage avec ce Peuple immenſe, dont la richeſſe, les lumières, la misère & l'ignorance ſont également redoutables, quand vous l'aurez une fois indiſpoſé ! Hé bien, que ferez-vous, ſi des millions de voix s'élévent contre la vôtre, & prononcent auſſi une volonté contradictoire ? Voilà donc l'anarchie, la banqueroute, des

diſſentions intérieures : point d'Aſſemblée Nationale ! Et ce Prince magnanime, qui vous a rendu, de ſon propre mouvement, l'exercice de vos droits, ſera forcé de le reprendre. L'aſyle de la Nation ſeroit encore une fois le pouvoir abſolu ! Je frémis d'y penſer. Quoi ! la puiſſance Miniſtérielle, la puiſſance Judiciaire, qui s'élancent ſi ſouvent hors de leurs limites n'auroient plus de frein ? L'eſprit perſonnel, le dangereux eſprit de Corps éteindroient l'eſprit public, flétriroient le caractère national, au moment même où ils reprennent une nouvelle vigueur : les inquiétudes de l'Orgueil, les eſpérances de la Cupidité repouſſeroient les vœux & les gémiſſements univerſels de cette Nation altérée maintenant de la ſoif de la Liberté ! Non, cela ne ſera pas !

Nous ne ſommes plus au tems où un Peuple groſſier, tantôt foible,

tantôt féroce ne pouvoit ni profiter des lumières, ni ſe préſerver de l'impétuoſité du Prevôt Marcel, où des Prêtres fanatiques recevoient, avec reſpect, le mouvement que leur imprimoient l'intrigue & la corruption de leurs Chefs, où des Grands avilis par leurs excès ſe faiſoient craindre par leur audace : tous les genres de Charlataniſme ſont en évidence, tous les droits poſitifs ſont connus & définis : tout ce qui mérite réellement nos reſpects les obtient ; & tout ce qu'il faut déteſter ou mépriſer eſt livré à la haine & au mépris ; ni l'hypocriſie de la popularité, ni celle de l'ambition n'appellent plus impunément *bien Public* ce qui y nuit. Nous n'avons ni la vigueur, ni le reſſort des grands caractères de l'Antiquité ; mais une lumière plus pure, plus douce & plus égale a répandu ſes rayons ſur la maſſe du

Peuple ; les bons Livres, la communication des Corps & des Individus qui ont créé l'empire de l'opinion l'étendent tous les jours : aucun voile n'eſt plus interpoſé entre la tyrannie & ſes moyens, & la claſſe indigente de la Societé ; ces hommes patiens dans leurs ſouffrances, mais redoutables dans leur déſeſpoir, ne peuvent plus être mus ſi facilement par l'eſprit de faction qui ne trouve plus d'aliment. Une puiſſance de réflexion & de ſentiment qui ne reſſemble à aucune autre s'eſt formée au milieu de nous, elle ſe coordonne avec la volonté générale, & ſe préſente, en cet inſtant de criſe, comme l'avant-garde de nos forces ; la Nation voit ce qu'elle a à faire. Une foule de citoyens de tous les Ordres, diſtribués dans toutes les parties du Royaume, veillent pour la multitude, qui voit, qui entend encor Henri IV lui adreſ-

ſant ces paroles : *Ralliez-vous à mon panache blanc, vous le trouverez dans le chemin de l'honneur.* Nous ne ſouffrirons donc pas l'interpoſition d'aucun Ordre, d'aucun pouvoir entre le Roi & la Nation ; car c'eſt une choſe ſainte & ſalutaire que l'Autorité Royale dans toute ſa pureté. Les hommes pervers & ambitieux qui la dégradent, en l'exagérant à leur profit, en empoiſonnent les canaux ; mais ils ne ſauroient en corrompre la ſource, & nous diſtinguerons parfaitement aujourd'hui l'auguſte fonction du Roi, ſon pouvoir, ſes intérêts qui s'uniſſent à ceux du Peuple, des intérêts & du pouvoir de ſes Délégués qui agiſſent en ſens contraire, & qu'il nous importe de contenir. Nobles des Villes & des Campagnes, voudriez-vous être le troupeau des Paſteurs de la Cour & de la Capitale ! Tel eſt le ſort qui vous menace,

menace, ſi vous-vous ſéparez du Peuple qui vous honore, pour vous unir, non pas aux Ordres, mais aux partis dominateurs. Vous déliez le faiſceau d'armes pour en faire briſer les fléches une à une.

Malheur à ceux qui vous diſent que l'influence du Tiers-Etat opéreroit la ſubverſion d'une hiérarchie néceſſaire à la ſtabilité des Loix, à la sûreté du Peuple comme à celle du Monarque! ou plutôt que le premier ſignal de la raiſon qui nous guide, de la liberté qui s'offre à nous, ſoit qu'on peut proférer ces paroles abſurdes ſans danger! Mais qu'elles ſoient au moins ſans effet: que ce ſoit le chant de la Syrene qui vous annonce le gouffre des abus autour duquel il faut élever la double enceinte des Loix & de la puiſſance Nationale.

Conſidérez que les noms illuſtres,

les prééminences & les distinctions qui leur appartiennent sont une partie de l'héritage & du droit public de toutes les Nations : considérez qu'il y auroit une pusillanimité choquante, ou une mauvaise foi insigne à craindre que les représentans d'un grand Peuple essayent de violer les contrats solemnels de la Société.

Pourquoi donc redouteriez-vous, Messieurs, l'égalité d'influence du Tiers-Etat ? N'est-ce pas un assez beau privilége qu'entre vous & le Clergé, n'étant qu'un cinquantiéme du tout, vous soyez réputé la moitié ? Chacun de vous voudroit-il se présenter à la Nation avec les prétentions & les principes de ceux qui s'appellent *hauts* & *puissans Seigneurs*, & qui feignent d'ignorer qu'après Dieu, le plus puissant Seigneur c'est un Peuple éclairé.

Ah ! cinq-cents mille Nobles ne

peuvent préférer cette dangereuſe & puérile vanité au véritable honneur, celui de régir librement ſa perſonne & ſa fortune ſous l'autorité de la Loi à laquelle on a conſenti. Car enfin, Meſſieurs, vous êtes, comme les Plébéïens, à la merci des hommes puiſſans ; ſous un Gouvernement arbitraire, & plutôt que d'être admis en nombre égal à l'examen & au redreſſement des abus, vous conſentiriez à les laiſſer ſubſiſter ! il faudroit bien alors les redreſſer ſans vous, car nous en ſommes oppreſſés.

Non ſeulement vos légitimes droits ne ſont point offenſés par cette égalité ; mais même il eſt de votre intérêt direct, & de celui de votre Ordre, de tempérer l'influence ariſtocratique de vos Chefs qui eſt toute à leur profit, par l'influence populaire & déſintéreſſée des repréſentans de la grande famille, qui veilleront

auſſi bien que vous à la garde du tréſor commun, les Loix & la liberté, car c'eſt leur bien comme le vôtre; mais qui veilleront beaucoup mieux à l'extirpation des abus, car ils ont bien moins que vous l'eſpérance & les moyens d'y participer.

Voilà, Meſſieurs, ſi vous me permettez de le dire, à quoi ſe réduit cette grande queſtion. S'agit-il de vous oppoſer à l'égalité de l'impôt? Il n'eſt plus tems: la révolution eſt conſommée. Tout le monde payera dans les mêmes proportions, ou le Peuple ne payera rien. Cet intérêt particulier détruit, vous n'en n'avez plus à défendre qui ne ſoient également chers à tous les bons Citoyens; car vos droits, vos honneurs, conſidérés comme récompenſe de ſervices rendus, ſont partie de leurs eſpérances; vous allez donc vous aſſervir, ſans vous en douter, à l'eſprit & aux

intérêts conventuels des grandes corporations ; les Adminiſtrateurs de cette Lotterie vous promettent des Ternes & des Quines qui ne ſont que pour eux, & vous allez riſquer votre patrimoine pour gagner quelques lots. Ah ! Meſſieurs, je le répéte encore avec l'Abbé de Mably ; *que deviendra la Nobleſſe, quand elle aura perdu ſon crédit ſur le Peuple, & qu'il en ſera opprimé.*

FIN.

M. DCC. LXXXVIII.